

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
7 septembre 2022  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-seizième session**  
Points 16 et 78 a) de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-septième année**

**Culture de paix**

**Les océans et le droit de la mer : les océans et le droit  
de la mer**

**Lettre datée du 6 septembre 2022, adressée au Secrétaire général  
par la Représentante permanente de la Grèce auprès  
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai reçu pour instruction des autorités de mon pays d'appeler votre attention sur les derniers propos incendiaires tenus par le Président de la Türkiye, R.T. Erdoğan, dont vous trouverez des extraits ci-après :

- « [Vous, la Grèce,] [v]otre occupation des îles n'est pas notre problème. Le moment venu, nous ferons le nécessaire. Comme nous le disons, nous pouvons arriver du jour au lendemain, d'un seul coup. »
- « [Vous, la] Grèce, méditez sur l'histoire, remontez dans le temps ; si vous allez trop loin, vous en payerez le prix. Nous disons une chose à la Grèce : souvenez-vous d'Izmir. »

Ces propos ont été tenus par le Président turc lors de deux discours récemment prononcés devant un large public à Kütahya (29 août 2022) et à Samsoun (3 septembre 2022), à l'occasion du centenaire de la guerre gréco-turque de 1919-1922.

Outre les propos susmentionnés, le Président Erdoğan a indiqué, en référence à l'offensive turque d'août 1922, que le peuple grec était aussi vil aujourd'hui qu'il l'était à l'époque. Toujours en référence à cette offensive, il a posé à son auditoire la question suivante : « Sommes-nous prêts pour l'attaque de 2023 ? ».

Ces propos publics du Président turc sont éloquentes. Ils ont été tenus en l'absence de provocation, sont inadmissibles et constituent un affront pour la Grèce et le peuple grec. Leur nature et leur ton ouvertement menaçants, qui sont plus qu'évidents, dissipent tout doute quant à l'objectif visé et contredisent toute allégation selon laquelle ils auraient été prononcés à des fins de politique intérieure, dans le contexte des élections à venir. Ils viennent également s'ajouter à des discours extrêmement agressifs prononcés par le Président turc lui-même et repris par d'autres hauts fonctionnaires turcs, et sont symptomatiques de l'attitude officielle de la Türkiye à l'égard de mon pays ces deux dernières années. Tout cela se produit à



l'heure où nos relations bilatérales traversent l'une des pires phases qui soit depuis des années, situation qui n'est pas imputable à la Grèce.

Les discours susmentionnés s'accompagnent d'une forte augmentation des violations de la souveraineté de mon pays en mer Égée et en Méditerranée orientale. De fait, ces dernières années, la Türkiye a construit un programme révisionniste fondé sur la propagande, qui remet en question l'intégralité du statu quo territorial, établi par les traités, et met en péril la sécurité et la stabilité régionales.

Par ailleurs, de tels propos exacerbent la situation et nourrissent chez le peuple turc un sentiment de haine, d'inimitié et de mépris envers ses voisins grecs, ce qui éloigne encore davantage toute perspective de rapprochement. Enfin et surtout, les dirigeants turcs ont apparemment choisi de présenter la future agression comme un acte déjà préparé et, fait plus important encore, comme étant justifié de la part de la Türkiye. Si elle n'est pas considérée sous son vrai jour et n'entraîne pas une réponse appropriée de la part de la communauté internationale, l'attitude générale de la Türkiye risque de déstabiliser le reste de la région et de provoquer des conséquences d'une gravité insoupçonnable.

Dans ce climat extrêmement instable, nous devons garder à l'esprit que le Président Erdoğan a décidé, il y a quelques mois, de rompre toutes les voies de communication de haut niveau avec la Grèce. Mon pays continue pour sa part de préconiser un dialogue comme seul moyen de régler les différends, surtout avec un État voisin qui, comme nul ne l'ignore, n'en continue pas moins de brandir une menace de guerre contre la Grèce.

Il ne s'agit là que d'un bref aperçu de l'état actuel des relations gréco-turques. Je me tiens à votre disposition pour tout complément ou élément d'information sur cette question.

La vérité est que la Grèce se heurte à un comportement agressif de la part de la Türkiye, qui se manifeste tant en théorie qu'en pratique et que l'on n'observe que très rarement dans le cadre d'autres relations bilatérales. Ce comportement doit être condamné par la communauté internationale et par l'ONU, en tant que garante de la légalité et de la paix internationales. Si nous tardons à agir et sous-estimons la gravité des faits, nous risquons de connaître une situation analogue à celle que nous subissons aujourd'hui ailleurs sur le continent. Il s'agit là d'un scénario que personne ne souhaite vraiment voir se réaliser.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 16 et 78 a) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente  
(Signé) Maria Theofili